Abacu, pour ne pas oublier les victimes de violences au Burundi

La Libre Belgique,Â 17 mai 2018 Amnesty International et Lalibreafrique.be se sont associÃ©s et vous proposeront une sÃ©rie de portraits de Burundais(e)s tombÃ©(e)s sous les coups du rÃ©gime du prÃ©sident Nkurunziza. Une sÃ©rie de portrai sur plusieurs mois pour montrer que nous nâ€™oublions pas ces victimes et pour dire non Ã lâ€™impunitÃ© qui rÃ¨gne dans c pays.

Jean-NÃ©pomucÃ¨neÂ KomezamahoroÂ voulait Ãªtre prÃªtre, ou bien militaire comme son frÃ¨re aÃ®nÃ©. Couramment dÃ©s par son diminutif, Jean-NÃ©po, il a Ã©tÃ© abattu par la police leÂ 26Â avril 2015Â lors dâ€™une manifestation Ã Ngagara, une banlieue de Bujumbura, la capitale du Burundi. Il a Ã©tÃ© la premiÃ¨re victime connue de la rÃ©pression brutale visant les personnes opposÃ©es, ou considÃ©rÃ©es comme opposÃ©es, Ã la dÃ©cision du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se porter candidat pour un troisiÃ¨me mandat, en avril 2015. Des tÃ©moins et membres de sa famille ont tÃ©moignÃ© que Jean-NÃ©po nâ€™avait mÃªme pas participÃ© aux manifestations. Alors que les Burundais sâ€™apprÃªtent Ã participer, ce 17Â mai, Ã un rÃ©fÃ©rendum sur une modification de la Constitution, le pays connaÃ®t un regain de tensions. Les manÅ“uvres dâ€™intimidat les actes de harcÃ¨lement et les attaques contre les personnes opposÃ©es Ã la rÃ©vision constitutionnelle se multiplient. Le 27Â mars 2018, le journalÂ IwacuÂ a publiÃ© un article poignant sur la mort deÂ Simon Bizimana, un agriculteur arrÃªtÃ© parce quâ€™il aurait refusÃ© de sâ€™inscrire pour voter au rÃ©fÃ©rendum. Dans une vidÃ©o diffusÃ©e sur les rÃ©seaux sociaux, o homme rÃ©pondre Ã des questions concernant son refus. Selon les tÃ©moins interviewÃ©s parÂ Iwacu, Simon a Ã©tÃ© rouÃ© coups lors de son arrestation, qui a eu lieu le 13Â fÃ©vrier dans la commune de Cendajuru. Le lendemain, il a Ã©tÃ© transfÃ©rÉ Cankuzo, capitale de la province Ã©ponyme. Il aurait succombÃ© Ã ses blessures. Sâ€™il est adoptÃ©, le projet de rÃ©vision constitutionnelle permettra au prÃ©sident Nkurunziza de se prÃ©senter aux prochaines Ã©lections et se maintenir au pouvoir jusquâ€™en 2034 au moins. Beaucoup de Burundais, notamment les principaux partis de lâ€™opposition et la sociÃ©tÃ© civile convaincus que ces modifications anÃ©antiront tout espoir de nÃ©gocier une solution Ã la crise qui a dÃ©butÃ© en avril 2015. Nombreux sont celles et ceux qui ont prÃ©dit des tensions politiques au moment oÃ¹ le prÃ©sident Nkurunziza a fait part pour la premiÃ¨re fois de son intention de briguer un troisiÃ¨me mandat, mais personne nâ€™aurait pu imaginer le dÃ©chaÃ®nement de violence qui sâ€™en est suivi. Les manifestations qui ont dÃ©butÃ© dÃ¨s son annonce ont Ã©tÃ© rÃ©pri violemment par les forces de sÃ©curitÃ©. Des centaines de personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es en 2015, selon lâ€™Organisation des Nations unies (ONU). Les forces de sÃ©curitÃ© se sont mises Ã traquer les opposants, rÃ©els ou supposÃ©s, au prÃ©sident Nkurunziza et Ã son parti politique, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie au Burundi-Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie au Burundi (CNDD-FDD). Des cadavres ont commencÃ© Ã apparaÃ®tre dans les rues, dans les cours dâ€™eau et sur les rives du lac Tanganyika. AprÃ¨s la tentative de coup dâ€™Ã‰tat du 13Â mai 2015, les homicides son devenus courants et mÃªme des dirigeants civils et militaires de premier plan ont Ã©tÃ© pris pour cible. En moins de six mois, lâ€™Union pour la paix et la dÃ©mocratie-Zigamibanga (UPD-Zigamibanga), opposÃ©e Ã ce que Pierre Nkurunziza brigu un troisiÃ¨me mandat, a perdu son prÃ©sident,Â Zedi Feruzi,Â tuÃ© par la police le 25Â mai 2015, et son porte-parole,Â Patrice Gahungu, abattu par des tireurs inconnus le 7Â septembre. Le gÃ©nÃ©ralÂ Adolphe Nshimirimana,Â ancien chef du Service national de renseignement (SNR), a Ã©tÃ© tuÃ© le 2Â aoÃ»t 2015. Son convoi a Ã©tÃ© touchÃ© par des roquettes lors dâ€™u de tirs nourri. Il Ã©tait proche du prÃ©sident Nkurunziza. Son nom est associÃ© Ã de graves allÃ©gations de violations des droits humains, y compris des actes de torture et des exÃ©cutions extrajudiciaires. Il nâ€™a jamais fait lâ€™objet dâ€™une info judiciaire Ã ce sujet. Lorsque, leÂ 11Â dÃ©cembre 2015Â Ã lâ€™aube, des groupes armÃ©s non identifiÃ©s ont attaquÃ© qu militaires de Bujumbura, les forces de sÃ©curitÃ© ont rÃ©agi en sâ€™en prenant violemment Ã des sympathisants supposÃ©s lâ€™opposition. Le supplice a durÃ© deux jours. Pendant la rÃ©pression, les forces de sÃ©curitÃ© ont lancÃ© des raids noctur contre des bastions de lâ€™opposition dans la capitaleÂ : elles ont pillÃ© les logements lâ€™un aprÃ¨s lâ€™autre, procÃ©dÃ© arrestations arbitraires et tuÃ© des dizaines de personnes. Ce matin-lÃ , les habitants se sont aventurÃ©s dehors pour trouverÂ desÂ dizaines de corps jonchant les rues de ces quartiers considÃ©rÃ©s comme favorables Ã lâ€™opposition. A Mus les habitants sont restÃ©s cloitrÃ©s Ã lâ€™intÃ©rieur de leurs maisons pendant une bonne partie du samedi aussi, pendant qu corps sans vie Ã©taient ramassÃ©sÂ etÂ amenÃ©s par la police et les Imbonerakure. Quelques semaines plus tard,Â des charniers prÃ©sumÃ©sÂ ont Ã©tÃ© dÃ©couverts. Amnesty International croit savoir que des personnes tuÃ©es les 11 et 12Â dÃ©cembre ont Ã©tÃ© enterrÃ©es dans ces fosses communes, le but Ã©tant de faire disparaÃ®tre toute preuve dâ€™exÃ illÃ©gale. Lâ€™Ã‰tat a reconnu les homicides de 87Â personnes seulement, dont huit agents des forces de sÃ©curitÃ©. Ces c sont probablement en deÃ§Ã de la rÃ©alitÃ©. En 2016, les forces de sÃ©curitÃ© et des groupes armÃ©s non identifiÃ©s ont continuÃ© de mener des attaques ciblÃ©es de faible intensitÃ©. En avril 2016, leÂ gÃ©nÃ©ral Athanase Kararuza, un haut grad de lâ€™armÃ©e burundaise, a Ã©tÃ© abattu avec son Ã©pouse et son garde du corps. Le 13Â juillet, des inconnus ont tuÃ© pa balleÂ Hafsa Mossi, membre de lâ€™AssemblÃ©e lÃ©gislative de lâ€™Afrique de lâ€™Est, ancienne ministre et ancienne journ BBC, Ã Bujumbura. Le 31Â dÃ©cembre 2017,Â Emmanuel Niyonkuru,Â ministre de lâ€™Eau, de lâ€™Environnement et de la Planification a Ã©tÃ© abattu dans la mÃªme ville. Ã€ mesure que les forces de sÃ©curitÃ© ont repris le contrÃ´le du pays, les mÃ©dias Ã©tant rÃ©duits au silence par des attaques, des actes de harcÃ¨lement et des manÅ“uvres dâ€™intimidation et plusi organisations de dÃ©fense des droits humains Ã©tant fermÃ©es, les signalements dâ€™homicides ciblÃ©s et de corps abando en pleine rue ont diminuÃ©. Certaines personnes ont pu faire leur deuil et enterrer leurs proches tuÃ©s dans les violences, mais de nombreuses autres ne savent toujours pas ce quâ€™il est advenu. Le 10Â dÃ©cembre 2015,Â Marie Claudette Kwizera trÃ©soriÃ¨re de la Ligue Iteka, une organisation de dÃ©fense des droits humains, a Ã©tÃ© enlevÃ©e par les forces de sÃ©curit Sa famille a mÃªme versÃ© une ranÃ§on pour la faire libÃ©rer mais nâ€™a jamais reÃ§u aucun signe de vie.Â Jean Bigirimana journaliste Ã Â Iwacu, a disparu le 22Â juillet 2016. Des proches sont convaincus quâ€™il a Ã©tÃ© enlevÃ© par des agents du S Sa famille et ses collÃ¨gues cherchent encore des rÃ©ponses. Des dÃ©fenseurs des droits humains ont aussi payÃ© un lourd tribut pour sâ€™Ãªtre opposÃ©s Ã ce que le prÃ©sident Nkurunziza brigue un troisiÃ¨me mandat. Le lendemain de lâ€™homic dâ€™Adolphe Nshimirimana,Â Pierre-Claver Mbonimpa, un Ã©minent dÃ©fenseur des droits humains, a rÃ©chappÃ© Ã un assassinatÂ ; il a Ã©tÃ© blessÃ© par balle Ã la tÃªte. Son gendre,Â Pascal Nshimirimana, a eu moins de chance. Il a Ã©tÃ© ab

octobre de la mÃªme annÃ©e. Un autre membre de la famille a trouvÃ© la mort dans les violences. Il sâ€™agit deÂ Welly Fleury Nzitonda, le fils de Pierre-Claver, retrouvÃ© mort aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police le 6Â novembre 2015. Actuellement,Â cinq dÃ©fenseurs des droits humainsÂ sont dÃ©tenus uniquement en raison de leurs activitÃ©s. Dans la nuit du 26Â avril 2018,Â Germain RukukiÂ a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã 32Â ans de rÃ©clusion pour des charges forgÃ©es de toutes piÃ¨ces.Â Emmanuel Nshimirimana, AimÃ© Constant GatoreÂ etÂ Marius Nizigiyimanaont Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã 10Â ans dâ€™emprisonnement le 8Â mars. Ils sont tous les trois membres de lâ€™ONG burundaise Parole et action pour le rÃ©veil des consciences et lâ€™Ã©volution des mentalitÃ©s (PARCEM).Â Nestor Nibitanga,Â ancien reprÃ©sentant rÃ©gional de lâ€™Ass burundaise pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH), est dÃ©tenu sans jugement depuis novembre 2017. Ils sont tous accusÃ©s entre autres charges, dâ€™atteinte Ã la sÃ»retÃ© de lâ€™Ã‰tat et de rÃ©belli International les considÃ¨re comme prisonniers dâ€™opinion et fait campagne pour leur libÃ©ration immÃ©diate. Dans ce contexte extrÃªmement volatil, nous choisissons de soutenir les victimes, non de nous montrer complaisants ou de prÃ©tendre ne rien voir. Nous choisissons dâ€™affronter la rÃ©alitÃ© de la situation au Burundi et dâ€™entendre les appels Ã justice. Nous ne serons pas vaincus. Les milliers de victimes de violences au Burundi mÃ©ritent que leur voix soit entendue. Aux cÃ´tÃ©s de la population burundaise, par lâ€™intermÃ©diaire de la campagneÂ AbacuÂ (Notre peuple), nous nâ€™oublierons pas les personnes que ces violences insensÃ©es nous ont arrachÃ©es et continue de nous arracher. Rachel Nicholson, chercheuse sur le Rwanda et le Burundi / Amnesty International

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});